

Contre la vie chère... AUGMENTER LES SALAIRES!

Le coût de la vie s'envole alors que les salaires et les allocations sociales ne suivent pas. En juillet, l'inflation a atteint 5,91%: un record depuis 25 ans! Aujourd'hui, même un ménage avec deux salaires doit faire attention car tout coûte cher. Le gouvernement n'a pratiquement rien fait: **aucune des revendications** avancées par la FGTB et la CSC et les 100.000 travailleurs qui ont manifesté dans tout le pays en juin dernier n'a été satisfaite. Et par dessus le marché, les patrons veulent renforcer la modération salariale et obtenir encore plus de réductions des cotisations patronales! C'est inacceptable! Pour le prochain Accord interprofessionnel, il faut au contraire, et **par une mobilisation d'ensemble en front commun, imposer au patronat d'augmenter tous les salaires!**

L'INDEX EST TRUQUÉ! POUR UNE VÉRITABLE INDEXATION AUTOMATIQUE!

Depuis le début des années 80, on applique l'index santé lissé. "Santé" signifie que les prix de l'alcool, du tabac, de l'essence et du gazoil routier ne sont plus pris en compte. "Lissé" veut dire que l'application de l'index ne se fait qu'après 4 mois. De plus le gouvernement a imposé, en 1982 et en 1983, plusieurs sauts d'index qui continuent leurs effets aujourd'hui, plus de vingt ans après! Enfin, certaines dépenses de première nécessité sont sous-estimées dans l'index. Un exemple: le loyer y est calculé en moyenne à 6,2% des dépenses alors qu'en réalité c'est beaucoup plus. Il faut abandonner l'hypocrite "index santé" afin de revenir à un véritable index, l'appliquer mensuellement et mieux refléter le coût des loyers.

PLUS POUR NOS SALAIRES, MOINS POUR LES ACTIONNAIRES!

En 1975 les salaires représentaient 75% de la valeur de la richesse nationale (le PIB). Aujourd'hui, ils représentent moins de 50%. Autrement dit, moins de la moitié de tout



ce qui est produit par les travailleurs va aux travailleurs. Pour satisfaire les besoins fondamentaux et améliorer le sort de la majorité de la population, il est temps de faire à l'envers ce que font les politiques néolibérales depuis 30 ans. Il faut une autre répartition des richesses. Impossible? Certains experts et politiciens qui ne craignent pas les fins de mois difficiles diront que cela serait "mortel" pour la "compétitivité" des entreprises et donc sur l'emploi. A cela nous répondons que **recupérer les sommes réservées aujourd'hui aux dividendes des actionnaires-rentiers et à la spéculation n'a aucun effet sur la compétitivité.** D'ailleurs, c'est le Conseil Supérieur des Finances qui le dit: si on appliquait une meilleure taxation des revenus du capital, on pourrait trouver jusqu'à 3 milliards d'euros de moyens supplémentaires sans aucune conséquence négative sur la compétitivité!

150 EUROS PAR MOIS POUR TOUS! PAS DE SALAIRES EN DESSOUS DE 1500 EUROS/NET!

Les syndicats demandent une augmentation des salaires bruts. Mais il faut aussi exiger qu'elle se traduise de manière équivalente en net. Une augmentation du salaire brut peut faire passer un salarié/e dans une tranche d'imposition supérieure et se traduire dans la pratique en une perte en net! Il faut exiger une indexation automatique

Cadeaux au patronat : pour l'emploi ou les actionnaires?

Alors que les bénéfices des grandes entreprises n'ont fait que progresser, le rendement de l'ISOC (impôt des sociétés) a chuté de 1,1 milliard en 2006 à 750 millions en 2007. Grâce aux intérêts notionnels de Reynders, l'ISOC est tombé de 33% à moins de 25%. La baisse des charges sociales patronales a rapporté 7 milliards d'euros aux entreprises en 2007: un véritable hold up sur les caisses destinées à payer les allocataires sociaux! Et tout ça pour l'emploi? Pas du tout! On constate que 24 entreprises de plus de 1.000 travailleurs ayant profité des intérêts notionnels ont réduit leur emploi global de 1.102 équivalents temps plein! Et où vont les profits? Près de 50% des bénéfices des entreprises du Bel 20 (cotées à la Bourse) sont distribués aux actionnaires, des rentiers qui bénéficient de la non taxation des plus values boursières et dont le bénéfice net par action a progressé de 44% en 2007.

Nos vies valent plus que leurs profits!



Les pauvres plus pauvres

→ **1** personne sur **6** vit en-dessous du niveau de pauvreté.

→ **100.000** personnes reçoivent le RIS

→ **1** pensionné sur **4** n'a plus les moyens de vivre décemment.

→ **75%** des travailleur/euse/s gagnent entre **1600** à **1700** euros nets/mois

des barèmes fiscaux et que pas un salaire ne soit en dessous de 1500 euros/net.

Il faut aussi rattraper ce qui a été perdu. Pour un salaire équivalant à 1.000 euros en 1982, la perte dépasse 150 euros par mois à cause des sauts d'index. **Exigeons un rattrapage forfaitaire de 150 euros mensuel pour tous les salaires et toutes les allocations sociales.** En janvier 2008, les travailleurs de Ford, Bosch, Lear et d'autres entreprises ont obtenu par la grève une prime de vie chère allant de 400 à 1.000 euros. C'est possible d'imposer un rattrapage mensuel de 150 euros si on s'y met tous ensemble. Mais les salaires ne doivent pas seulement augmenter par l'index ou par une prime de rattrapage; **il faut arracher leur augmentation régulière en fonction de l'élévation de la productivité et des bénéfices des entreprises!**

REVALORISER TOUTES LES ALLOCATIONS!

Le gouvernement affirme qu'il n'a pas de "marges budgétaires" pour répondre aux inégalités et à l'appauvrissement généralisé. Il ment! Les marges existent, mais il préfère les utiliser en faveur des patrons et cela sans aucune contrepartie en création d'emplois:

Montant des mesures sociales:..... **445 millions**
Cadeaux aux patrons:.....**15 MILLIARDS**
(intérêts notionnels + réduction des charges)

C'est pourquoi il faut imposer au gouvernement qu'il inverse ses priorités afin de **revaloriser fortement toutes les allocations sociales (pension, chômage, invalidité)**

Défendre la solidarité!

La surenchère communautaire est un poison qui risque de miner et détruire les conquêtes sociales communes des travailleurs flamands, wallons et bruxellois, comme la Sécurité sociale. Les travailleurs du Nord et du Sud doivent s'unir pour dire non à la scission de la sécurité sociale et des conventions collectives! Soutenons l'appel "Sauvons la solidarité" qui a déjà récolté plus de 125.000 signatures:

www.sauvonslasolidarite.be

Les (ultra)riches plus riches

→ Profits des entreprises belges en 2007: **79** milliards d'euros

→ **15** familles belges ont un patrimoine supérieur à **1** milliard d'euros

→ Nombre de multi-millionnaires en Belgique: **+ 5,2%** en 2007

→ Salaire moyen des patrons du Bel 20: **1,5** millions d'euros/an



ainsi que le revenu d'intégration sociale et qu'il garantisse leur liaison automatique au bien-être. Pour répondre à l'urgence sociale, il faut également imposer le blocage et la baisse des loyers, supprimer la TVA sur TOUS les biens de première nécessité (et son augmentation à 33% pour les réels produits d'ultra-luxe).

LA CRISE DU CAPITALISME S'APPROFONDIT IL FAUT UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE!

La crise déclenchée par les "subprimes" américains poursuit ses ravages. En quelques jours, des dizaines de milliards de dollars ont été engloutis. **La logique financière de la course au profit est la responsable de cette situation**, et elle génère de nouveaux scandales qui démontrent la folie de ce système. Aux Etats-Unis, on allonge 700 milliards de dollars publics pour "sauver" les banques d'affaires privées en rachetant leurs créances douteuses. Mais 2,2 millions de ménages américains sont laissés à la rue parce qu'ils ne savent plus payer leurs traites hypothécaires! On nationalise des institutions financières, mais on privatise les services publics, comme la Poste chez nous.

C'est bien une crise mondiale d'une ampleur sans précédent qui frappe aujourd'hui l'économie. En Belgique, tous les indicateurs virent au rouge, la croissance passera de 2,8% en 2007 à 1,2% pour 2009. Pour la première fois depuis 4 ans, le chômage va repartir à la hausse. A cela s'ajoutent dans le monde entier les crises énergétiques, écologiques et alimentaires. **Le capitalisme montre sa faillite**, mais au lieu de s'attaquer aux vrais coupables, les gouvernements demandent une fois encore aux tra-

DÉFENDRE LA PLANÈTE ET NOS VIES, PAS LES PROFITS!

Nous sommes aujourd'hui de plus en plus convaincus de la nécessité de faire des économies d'énergie (consommer moins, isoler l'habitation,...). Par souci d'économie, car l'énergie coûte de plus en plus cher. Et parce que l'énergie fossile (gaz, pétrole, charbon) que nous consommons dégage du CO2 qui produit l'effet de serre et le réchauffement climatique.

Mais il est trop facile de culpabiliser la population en l'accusant d'être la seule responsable. **La pollution et les gaspillages sont imposés par le marché capitaliste.** Un exemple; aujourd'hui, rares sont ceux qui habitent à proximité de leur lieu de travail. Souvent on n'a pas d'autre choix: pas de possibilité d'emploi là où on habite, loyers trop chers dans les grandes villes, délocalisation forcée vers un autre siège, pas de transports publics adéquats, etc. Comment faire en sorte que se rendre au travail en voiture devienne une exception et non la règle?

Autre exemple; remplacer son vieux frigo par un modèle neuf qui consomme moins, installer une chaudière au gaz à haute condensation, installer du double vitrage ou des panneaux solaires, isoler le toit, sont des investissements rapidement rentabilisés. Problème: il faut d'abord sortir l'argent et les petits revenus qui subissent de plein fouet la hausse des prix n'ont pas les moyens nécessaires. Et pendant ce temps là, les cinq principales multinationales pétrolières ont doublé leurs bénéfices en 2007: plus de 120 milliards de dollars!

Or, si nous voulons mettre un frein réel au changement climatique, il faut réduire de 80% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050! La chasse aux gaspillages et les économies d'énergie ne permettent pas à elles seules, aussi nécessaires et utiles soient-elles, d'atteindre un tel objectif; **il faut des solutions structurelles, au niveau de l'organisation de la société toute entière**, notamment afin de réduire radicalement notre dépendance envers ces énergies fossiles.

C'EST POURQUOI LA LCR DÉFEND...

Dans les transports:

- Des transports publics gratuits, étendus et plus fréquents à la ville et à la campagne
- Des liaisons tram ou train de banlieue à banlieue dans les grandes agglomérations, une meilleure desserte des quartiers périphériques par les transports en commun, la mise en place de lignes de train entre villes moyennes, intrarégionales et interrégionales, la réouverture des gares avec du personnel suffisant dans les petites localités.
- L'aménagements systématique de pistes cyclables et pié-



tonnières dans les villes mais aussi dans les zones d'activités pour le déplacement des salariés (zones industrielles, ports, aéroports, etc...).

- Lorsque le déplacement domicile-travail est inévitable en voiture: remboursement intégral par l'employeur des frais de déplacement, application systématique du co-voiturage.
- Suppression des "voitures de société", sauf en cas de réelle utilité professionnelle

Dans le logement et l'énergie:

- La création d'un service public du logement et de la rénovation qui doit procéder à l'isolation systématique et à prix démocratiques des logements.
- Sortir de la dépendance envers les énergies fossiles; installation progressive de nouveaux modes de chauffage et d'électricité; solaire thermique et photovoltaïque, géothermie, systèmes de cogénération. Installation de panneaux solaires thermiques sur tous les bâtiments publics.
- La création d'entreprises publiques de production de matériaux isolants (verrerie, fibres, etc.) à prix démocratiques.
- Un service intégralement public de l'énergie, de la production à la distribution (pas question, donc, de revenir au monopole privé d'Electrabel).
- Le contrôle des prix énergétiques en concertation avec les organisations des travailleurs et des consommateurs.
- Transfert des fonds de la recherche et des bénéfices du secteur nucléaire en faveur des énergies renouvelables, tout en organisant le démantèlement rapide des centrales nucléaires.

Ces revendications font partie d'un "Programme anticapitaliste d'urgence pour le climat" élaboré par la LCR. Pour obtenir ce programme complet, écrire à info@lcr-lagauche.be

Pour le climat et la justice sociale: tous à Bruxelles le 6 décembre!

A l'appel de la Coalition climat (dont la FGTB et la CSC) et de "Climat et justice sociale", une manifestation nationale aura lieu à Bruxelles le 6 décembre afin d'exiger des mesures radicales pour éviter la catastrophe climatique tout en respectant la justice sociale. Pour signer l'appel et + d'infos:

www.climatetjusticesociale.be

vailleurs de se "serrer la ceinture". Cela ne peut plus durer. Les financiers, les gros actionnaires, les multinationales doivent payer, pas le monde du travail! Il faut en finir avec ce système qui nous mène droit au mur: dans la rue et dans les urnes, il faut construire une alternative anticapitaliste!



Travailler plus pour s'appauvrir plus ou travailler moins pour travailler tous?

La proposition syndicale de prester - pour ceux qui le souhaite - les 38H sur quatre jours (càd 9H30 par jour!) ne peut qu'accroître l'exploitation, le stress au travail et empêchera l'embauche pour les jeunes. Cette proposition est contradictoire avec la nécessaire mobilisation contre le projet de Directive de l'Union européenne sur le temps de travail. Cette Directive prévoit la possibilité d'augmenter le temps de travail hebdomadaire jusqu'à 65 heures par le "consentement" individuel du travailleur (et non plus par des conventions collectives) et considère que le "temps de garde inactif" des médecins, du personnel infirmier, des pompiers, etc. n'est plus du "temps de travail"! Il faut engager une lutte décidée à l'échelle européenne pour rejeter cette Directive et au contraire exiger la semaine de 4 jours de travail de 8 heures: Les 32 heures pour tous, sans perte de revenu, ni augmentation des cadences et avec embauche compensatoire pour lutter contre le chômage!

PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL EST!

Pour rétablir un véritable index, arracher une prime de rattrapage des salaires, revaloriser les allocations sociales et assurer leur liaison automatique au bien-être, supprimer la TVA sur les biens de première nécessité, assurer la gratuité des transports publics; etc. l'argent existe, il suffit de le prendre là où il est:

- Taxation des superbénéficiaires du secteur de l'énergie et des plus-values boursières;
- Impôt spécial sur les surprofits 2006-2007-2008
- Arrêt des cadeaux faits aux entreprises sous la forme de baisse des charges sociales ; suppression des intérêts notionnels ;
- Suppression du secret bancaire fiscal, établissement d'un cadastre sur les patrimoines et revenus financiers; ouverture des livres de compte des entreprises;
- Egalité devant l'impôt (tous les revenus et patrimoines); rétablissement de la progressivité de l'impôt, (proportionnel aux facultés contributives);
- Pour un impôt exceptionnel sur les patrimoines des 10% des belges les plus riches pour diminuer la dette publique;
- Pour un impôt annuel de 2% sur les fortunes de plus de 1 million d'euros (hors habitation personnelle) aurait un rendement théorique de 6,8 milliards d'euros par an!



Bon à envoyer à info@lcr-lagauche.be, 20 rue Plantin - 1070 Bruxelles

Nom:.....Prénom:.....

Adresse:.....

Email:.....Tél:.....

Je veux:

- Plus d'info sur la LCR
- Un abonnement à l'essai (2 n°) à La Gauche, journal de la LCR
- Devenir membre de la LCR
- Un abonnement d'un an à La Gauche et je verse 15 euro (10 euros petits revenus) sur le compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57, mention "La Gauche"
- Un ex. du livre "30 ans d'austérité, ils nous ont trompé" (210 pages, 6 euros, même compte)

LCR
la gauche

Ligue Communiste Révolutionnaire
(ex-Parti Ouvrier Socialiste)

www.lcr-lagauche.be